

3. Atelier sur les conflits et les armements

M. Kal Holsti a proposé aux participants à l'atelier de se demander d'abord à quel genre d'environnement international l'on doit s'attendre en l'an 2000, puis de définir des voies d'action possibles pour le Canada, dans le contexte de la paix et de la sécurité.

Premièrement, les participants ont conclu que l'on peut s'attendre à une intensification notable des problèmes de sécurité dans le tiers-monde, car les rivalités régionales y continueront de sévir, attisées peut-être par le sous-développement, la surpopulation et la dégradation de l'environnement. De plus, la conversion des budgets militaires en faveur du développement économique n'est guère probable, selon le professeur Holsti, parce que les forces armées du tiers-monde ne servent pas qu'à faire la guerre : elles intimident les adversaires potentiels, elles font un travail de police, elles préservent le statut et le prestige internationaux du régime, elles constituent un moyen de mobilité sociale, elles permettent aux chefs d'État de fanfaronner, etc. Bref, elles sont la police d'assurance de tout régime.

Cependant, on peut être beaucoup plus optimiste au sujet des relations américano-soviétiques. D'après M. Holsti, la politique soviétique s'est tellement transformée ces dernières années que, même si M. Gorbatchev était renversé, son successeur ne pourrait pas vraiment revenir en arrière au point de retirer au redressement économique et à la détente la priorité leur étant accordée maintenant.

Les participants se sont ensuite interrogés sur la politique canadienne dans cette conjoncture internationale. On a reconnu que très peu de choses ont changé depuis au moins vingt-cinq ans : on met toujours l'accent sur l'Europe et sur l'OTAN, comme en fait foi le Livre blanc sur la défense publié en 1987. Le projet d'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire n'annonce pas un repli sur une position nationale de défense, car le Livre blanc situe cette force sous-marine dans le cadre du rôle traditionnel de soutien assumé par le Canada dans l'Atlantique Nord plutôt que dans le contexte d'un déploiement tous azimuts en vertu duquel les régions de l'Arctique et du Pacifique Nord recevraient tout autant d'attention.